

HANDICAPS

Portes ouvertes?



Les bordures de trottoir étant des repères pour les aveugles, un obstacle comme celui-ci n'est plus anodin.
(photo: "Guide des Normes")

Pour la première fois, le législateur luxembourgeois réglemente l'accessibilité des lieux publics. Une loi accompagnée d'un guide des normes élaboré par des personnes handicapées.

La nouvelle loi portant sur "l'accessibilité des lieux ouverts au public", votée hier à la Chambre des Député-e-s, est courte. En six articles et un peu moins de trois pages, le législateur luxembourgeois règle, pour la première fois, l'aménagement et l'adaptation de l'espace physique, afin d'en faciliter l'accès "à tous les citoyens quels que soient leur âge, sexe, déficience, etc". Cette loi se veut flexible. Les normes de construction seront déterminées par règlement grand-ducal, ce qui doit permettre des améliorations ultérieures plus rapides et la réaction à de nouvelles évolutions.

Il s'agit de prendre en considération les besoins des personnes handicapées lors de la construction de nouveaux bâtiments publics et lors de grandes rénovations. D'où la critique que le champ d'application de cette loi est trop restreint.

"Evidemment, tel que la loi sera appliquée, il faudra sans doute encore vingt ans avant que l'on remarque vraiment des changements. La fixation de différentes étapes durant lesquelles un minimum d'accessibilité aurait dû être réalisé, serait sans doute plus efficace. Il est ainsi regrettable, que des écoles dont la construction est en cours ne seront pas adaptées aux nouvelles normes." Joël Delvaux, qui vit en chaise roulante, se réjouit avant tout de la manière dont cette loi a été élaborée. En effet, à côté d'un groupe de travail interministériel, un deuxième groupe avait comme mission d'élaborer des normes minimales à respecter.

Ce groupe, coordonné par "Info-Handicap", était composé de représentant-e-s de différentes

associations pour personnes handicapées. Tous les types de handicaps s'y retrouvaient. Leur travail n'a pas seulement abouti à l'élaboration d'un règlement grand-ducal visant à fixer les normes minimales, mais également à la publication d'un "Guide des Normes" - aussi disponible sur CD-Rom. Ce guide énumère les principaux problèmes rencontrés par des personnes handicapées dans l'environnement extérieur et dans les bâtiments, les difficultés que posent certains équipements et installations et les systèmes de signalisation à employer, ainsi que les solutions à appliquer.

Compromis des besoins

Joël Delvaux a participé à ce groupe de travail: "On a été confronté avec différents besoins, parfois contradictoires. Par exemple, pour les gens en chaise roulante, il serait préférable d'éliminer tout bonnement les bordures des trottoirs. Par contre, pour un aveugle, ces bordures représentent un repère utile qui facilite l'orientation." Le compromis trouvé, dans ce cas précis, est celui de bordures d'une hauteur de trois centimètres, ou encore d'autres repères tactiles, par l'utilisation de différents revêtements du sol, dans le cas d'une dénivellation nulle.

Mais le fait de légiférer sur l'accessibilité ne suffit certainement pas pour en assurer le respect. Il faut donc trouver des moyens de contrôle. L'exposé des motifs du texte de loi dit à ce sujet: "Pour des raisons budgétaires le projet de loi omet de créer un nouveau service public et propose de recourir aux instances publiques en place. L'information et le conseil seront organisés sous tutelle du ministre ayant dans ses attributions le handicap, tandis que la surveillance est réalisée par le service national de la sécurité dans la fonction publique sous tutelle du ministre de la fonction publique et de la réforme administrative."

A côté d'un contrôle efficace,

un gros travail de sensibilisation reste à faire, surtout parce que le domaine privé n'est pas visé par la loi. Joël Delvaux: "Il faut admettre que la société a évolué. Elle ne cache plus systématiquement les personnes handicapées. Mon expérience personnelle est que s'il y a une demande de la part d'un handicapé, le secteur privé est tout à fait disposé à en tenir compte. Ainsi, quand je veux aller au cinéma, je peux le faire. Même si les lieux ne sont pas facilement accessibles avec une chaise roulante, on trouve toujours un moyen, comme l'utilisation de l'entrée de service... Prendre le train m'était impossible il y a une dizaine d'année. Aujourd'hui, il faut encore que j'entre d'abord en contact avec la CFL, pour que celle-ci s'organise. Mais je ne connais plus de gare dans le pays où il serait impossible pour une personne handicapée de prendre un train."

Joël Delvaux espère que le "Guide des Normes" incitera les architectes à intégrer ces standards dans des constructions non publiques. Le simple fait qu'il existe enfin des normes standardisées et cohérentes, devrait du moins permettre d'éviter les "bonnes actions" mal exécutées, dont les rampes trop raides sont l'exemple type. De plus, une telle accessibilité est également pratique pour des personnes non-handicapées. Sont souvent citées les "mères" de famille avec leur poussette et les personnes âgées.

Une loi, et puis quoi?

Mais il reste un long chemin à parcourir avant une réelle garantie des droits de tout-e citoyen-ne à la libre circulation et à l'égalité de participation. En guise d'exemple: les nouvelles cabines téléphoniques de la Poste, que le constructeur allemand estime accessibles aux personnes handicapées, mais où Joël Delvaux n'arrive pas à entrer; les bus "à inclinaison" qui ne peuvent que rarement s'approcher assez près du trottoir et qui restent pratiquement inaccessibles sans aide, alors qu'une simple rampe peut résoudre ce problème, ... Voilà seulement deux cas de figure auxquels la nouvelle loi ne s'appliquera pas.

Germain Kerschen



Immer wenn er Grippe hat

Als Ende 1999 die Operation "Milano" vom Stapel lief und erstmals eine große Zahl an Flüchtlingen kollektiv abgeschoben wurden, weilte der zuständige Justizminister nicht am Tatort, dem Hotel Ibis. Aus gesundheitlichen Gründen: Es hieß, eine Lungenentzündung halte den Minister davon ab, sich öffentlich zu erklären. Als Anfang dieser Woche der Minister per Kommuniké eine Pressekonferenz wegen eines Grippeanfalls absagen ließ, witzelten die Woxx-RedakteurInnen, ob jetzt wieder eine Abschiebung auf dem Programm stünde. Aus dem Witz wurde ernst: Am Mittwoch holte die Polizei einen Kosovo-Flüchtling zu Hause ab und setzte ihn über die Grenze. Der Mann, ein Angehöriger der Gorani-Minderheit aus der Gegend um Prizren, hatte in Deutschland eine Haftstrafe verbüßt, war danach eine Zeit lang in seine Heimat zurückgekehrt, bevor er Anfang 1999 nach Luxemburg flüchtete. Nachdem im Juli 2000 sein Asylantrag abgelehnt worden war, wurde er jetzt in Richtung Kosovo abgeschoben. Die Familie gehört den Gorani an, einer muslimischen Minderheit, die aber Serbo-kroatisch als Muttersprache hat. Der albanische Helfer, der die Polizei als Übersetzer begleitete, war also von wenig Nutzen. Dies deutet darauf hin, dass die Justizbehörden nicht immer klar sehen, wen sie gerade dabei sind abzuschieben. Und mit der "dignité" bei Abschiebungen scheint es nicht weit her zu sein: Die Familie wurde auch nach mehrmaligen Antelefonieren und -faxen jede Information über den Verbleib des Flüchtlings verweigert.

Les limites de l'éthique

Lors d'une nouvelle réunion de la commission de l'éthique du parlement, M. Grethen a réaffirmé son souci de considérer des réserves d'ordre éthique contre la fameuse transposition de la directive européenne sur la brevetabilité d'inventions biotechnologiques (voir nos éditions précédentes). Le président de la commission, M. Rippinger a également réfuté tout soupçon de vouloir accélérer la procédure législative. Ainsi, la commission a entendu pendant presque deux heures les arguments pertinents de Greenpeace et de l'ASTM, une deuxième audition de l'ASTM et de l'avocat Marc Elvinger étant prévue pour début mars. Petite goutte amère toutefois: M. Grethen refuse de retirer le projet de loi en se basant sur des arguments strictement formalistes relatifs au devoir de transposition des directives européennes. Le Luxembourg ne jouera donc pas un rôle actif dans les efforts en vue d'une renégociation de la directive. Notre gouvernement manque décidément de panache sur le plan européen.

Regelmäßigere Rentenanpassung, aber keine teuren Geschenke

Die Studie zur aktuariellen Entwicklung der Renten im Privatsektor liegt endlich vor. Auf über 100 Seiten plus Anhänge steht jetzt schwarz auf weiß, was eigentlich alle schon wussten: Unser Rentensystem ist bis etwa 2020 gesund, danach schmelzen die Reserven langsam dahin, weil die jetzt 30- bis 45-jährigen ins Rentenalter gelangen und überproportional viel Geld abschöpfen. Wie die Entwicklung nach 2020 gesehen wird, bleibt der Einschätzung der verschiedenen Akteure hinsichtlich der wirtschaftlichen Entwicklung überlassen. Fällt das Wachstum unter zwei Prozent, werden die Beiträge steigen müssen. Deshalb rät das BIT, das die Studie durchgeführt hat, zum jetzigen Zeitpunkt keine zu großen Rentengeschenke zu verteilen. Einen 13. Rentenmonat oder strukturelle Erhöhungen wird die Regierung, so Sozialminister Wagner, jedenfalls nicht vorschlagen. Dafür werden aber die Rentenanpassungen statt alle zwei Jahre in Zukunft jährlich erfolgen. Das kostet zwar auch Geld, hilft aber zumindest die unschöne Zackenbewegungen, die den Statistikern ein Dorn im Auge sind, zu glätten.